

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 15 novembre 2022

CJ-AV(2022)15

Comité d'experts sur la protection des avocats (CJ-AV)

**3^e réunion
8-10 novembre 2022**

EDQM, salle 100

RAPPORT DE RÉUNION

Site internet du CDCJ : www.coe.int/ci-av
Adresse électronique du CDCJ : DGI-CDCJ@coe.int

1-2. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

1. Le Comité d'experts sur la protection des avocats (CJ-AV) tient sa troisième réunion en présentiel du 8 au 10 novembre 2022 sous la présidence de M. Christoph Henrichs (Allemagne).

2. L'ordre du jour de la réunion figure à l'annexe I. La liste des participants figure à l'annexe II.

3. Tour de table du CJ-AV

3. Le président souhaite la bienvenue aux membres, participants et observateurs du CJ-AV qui assistent à la réunion en présentiel pour la première fois, pour les Pays-Bas, la Suisse, Avocats Sans Frontières France, la Commission internationale de juristes et l'Association européenne des avocats.

4. Déclaration du président et du Secrétariat

4. Le comité prend note des informations fournies par le président sur les organisations ayant demandé le statut d'observateur au sein du CJ-AV, au sujet desquelles le Comité européen de coopération juridique (CDCJ) prendra une décision lors de sa 99^e réunion plénière (23-25 novembre 2022), conformément à sa procédure d'évaluation et aux critères adoptés par le Comité concernant les demandes des observateurs.

5. Le président souligne qu'il est important que le CJ-AV examine efficacement les projets de dispositions et que les propositions de révision du premier projet fassent l'objet d'un examen approfondi, afin de fournir des éléments pour la discussion à venir du CDCJ sur le possible mécanisme de mise en œuvre de l'instrument en cours d'élaboration.

5. Projet d'instrument juridique visant à renforcer la protection de la profession d'avocat et le droit d'exercer la profession sans préjudice ni restriction : portée et questions devant être traitées par le projet d'instrument (livrable du CJ-AV)

5. Le CJ-AV se félicite du travail accompli depuis sa dernière réunion les 11 et 13 juillet 2022 et salue le projet révisé d'instrument juridique (CJ-AV(2022)05 prov2), qui a été élaboré sur la base des discussions et des contributions reçues par écrit, rassemblées dans le document CJ-AV(2022)11.

6. Le comité convient de reporter l'examen du projet de préambule à une date ultérieure. Il convient d'examiner d'abord les articles 6 et 7 du projet d'instrument, qui n'avaient pas été examinés précédemment en raison de contraintes de temps, puis de poursuivre l'examen du reste du projet de texte.

7. Les membres du CJ-AV sont également invités à proposer des éléments à inclure dans le rapport explicatif.

8. Le CJ-AV examine, en particulier, les chapitres du projet de texte intitulés « But, champ d'application, terminologie ou définitions », « Associations professionnelles », « Autorisation d'exercer la profession », « Droits professionnels », « Expression » et « Discipline » et il convient de nombreux ajouts et modifications à apporter à l'avant-projet, notamment :

Chapitre I [But, champ d'application, terminologie ou définitions]

- Trouver un dénominateur commun pour les définitions utilisées dans le projet

d'instrument à la lumière des observations orales formulées au cours de la réunion et, en particulier, préciser davantage la définition actuelle du terme « avocat » afin de s'assurer qu'elle couvre tous les avocats sans être trop large ;

- Définir l'étendue des personnes qui peuvent également bénéficier de la protection garantie par la Convention lorsqu'elles agissent pour le compte d'un avocat en lien avec la pratique juridique et préciser ce que recouvre l'expression « agissant pour le compte d'un avocat » ;
- Conformément aux observations orales reçues, préciser certaines définitions dans un souci de clarté.

Chapitre II [Dispositions de fond]

- Poursuivre les travaux sur le style rédactionnel et le libellé utilisés dans le projet d'instrument et les comparer à ceux des instruments du Conseil de l'Europe et autres instruments internationaux les plus récents, et les aligner chaque fois que nécessaire ;
- Préciser que les associations professionnelles devraient être informées de l'arrestation ou de la détention d'un avocat, en l'absence de consentement de celui-ci, et préciser également à qui il incombe de communiquer cette information ;
- Réviser la formulation des dispositions limitant les droits des avocats et des associations professionnelles afin que ces droits soient exprimés de manière non exhaustive ;
- Préciser si toutes les mesures disciplinaires appliquées à l'encontre des avocats doivent être susceptibles d'appel et indiquer qui peut contester la légalité d'une mesure ;
- Préciser si la conduite inappropriée d'un avocat dans la sphère privée doit ou non entraîner une mesure disciplinaire.

Observation générale :

- Examiner le texte afin d'assurer la cohérence de la terminologie dans l'ensemble du projet d'instrument juridique, ainsi que pour essayer de trouver des libellés qui soient universellement compréhensibles (dans toute la mesure du possible) dans toutes les juridictions, et pour vérifier et contrôler en particulier l'utilisation de la terminologie en français.

9. Les modifications convenues seront incluses dans une version révisée du projet de texte, qui sera diffusée au CJ-AV d'ici au 12 décembre 2022, pour observations attendues d'ici la mi-janvier 2023.

10. Le CJ-AV convient de lever autant d'imprécisions que possible dans le texte révisé pour ne pas laisser au rapport explicatif le soin de le faire, afin de ne pas allonger ce dernier inutilement.

6. Mécanismes de mise en œuvre : options et leçons tirées de l'expérience d'autres organes du Conseil de l'Europe

11. Le CJ-AV tient un échange de vues avec les représentants du Secrétariat du Comité européen des droits sociaux (CEDS) et du Groupe d'États contre la corruption (GRECO) sur leurs mécanismes respectifs de suivi et de mise en œuvre. Le comité convient de poursuivre la discussion de ce point et d'avoir un échange de vues avec des représentants d'autres comités, en tenant compte en particulier de ceux qui ont des procédures d'enquête/procédures ad hoc spécifiques, ainsi que d'examiner la valeur ajoutée des leçons tirées d'autres mécanismes (par exemple ceux des Nations Unies, y compris les procédures spéciales et les plaintes individuelles, les modèles de plateformes destinées à répondre aux situations ad hoc, les pétitions auprès de l'APCE), afin d'avoir une vue d'ensemble et complète de toutes les possibilités avant de se prononcer sur ce point. Les membres du CJ-AV expriment des vues concordantes sur le fait de

disposer d'un système intergouvernemental de suivi fondé sur un examen et une évaluation thématiques périodiques. Il faudrait envisager de compléter ce système par un mécanisme de plainte, dont les détails devraient faire l'objet d'un débat plus approfondi.

7. Exemples de la pratique concernant les engagements facultatifs au titre des conventions du Conseil de l'Europe

12. Le comité prend note des informations fournies par le représentant du Bureau des traités concernant les conventions du Conseil de l'Europe dotées d'un système souple d'engagements facultatifs et peut également évoquer la pratique des réserves aux traités ainsi que les différences entre les deux approches. Le CJ-AV clarifie les points liés au processus d'adoption des conventions. Le comité convient de poursuivre l'échange de vues avec le Bureau des traités et de tenir des consultations régulières pendant l'élaboration de l'instrument juridique.

8. Échange de vues annuel afin d'évaluer les activités du CJ-AV

13. Le CJ-AV considère que des progrès substantiels ont été réalisés en peu de temps. Le CJ-AV estime qu'il faudrait plus de temps pour achever la préparation de l'instrument juridique et de son rapport explicatif et, surtout, pour tenir les consultations nécessaires au sein du Conseil de l'Europe et avec les parties concernées et la société civile. Le CJ-AV débat également de ses méthodes de travail et de la nécessité de les réviser pour la poursuite des travaux, y compris en ce qui concerne la circulation des commentaires individuels et des suggestions de rédaction des membres et des observateurs, du texte révisé (consolidation des propositions reçues). Il précise l'échéancier des contributions et décide de réexaminer à un stade ultérieur la question de la nécessité ou non de réunir les membres du comité au sein de groupes plus petits chargés de la rédaction, afin de mener à bien ses travaux en temps voulu et de manière efficace. Le CJ-AV convient de proposer au CDCJ d'informer le Comité des Ministres de la nécessité de prolonger son mandat jusqu'en 2024.

9. Informations sur les activités en cours et prévues dans d'autres enceintes étant pertinentes pour les travaux du CJ-AV

14. Le CJ-AV tient un échange de vues fructueux avec Mme Liudmila ULYASHYNA, maîtresse de conférences de la Faculté de sciences sociales et directrice du Centre pour le constitutionnalisme et les droits de l'homme CCHR/EHU, et Mme Lela METREVELI, cheffe du partenariat ILIA, directrice de l'Ambassade des droits de l'homme et membre associée du CCHR/EHU. Les deux représentantes de l'ILIA expriment leur plein soutien aux travaux du CJ-AV et à l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant dont elles considèrent qu'il est particulièrement nécessaire. Les représentantes de l'ILIA soulignent que la situation dans les pays où ILIA est active s'est dramatiquement détériorée en ce qui concerne la protection de la profession d'avocat, en particulier à la suite de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine. Elles font part de leurs préoccupations quant à la nécessité de disposer d'associations professionnelles véritablement indépendantes, fonctionnant sans quelque ingérence indue, et soulignent que dans certains cas, même si l'indépendance formelle des associations professionnelles est garantie par la loi, les dispositions légales sont bafouées dans la pratique ou l'indépendance accordée à ces associations est illusoire. Elles soulignent que cette dimension est particulièrement importante et doit être évaluée par le mécanisme de mise en œuvre du futur instrument juridique. Les représentantes de l'ILIA soulignent la valeur ajoutée significative qu'apportera l'instrument en cours d'élaboration dans l'amélioration de la situation actuelle en ce qui concerne la protection de la profession d'avocat. Elles invitent également le CJ-AV à examiner la situation spécifique des « avocats spécialistes des droits de l'homme » dans le cadre du projet d'instrument afin que ceux-ci puissent bénéficier du niveau de protection nécessaire.

10. Divers

15. Aucun.

11. Date et lieu de la prochaine réunion

16. Le CJ-AV tiendra sa prochaine réunion les 1-3 mars 2023.

12. Approbation du rapport de réunion

17. Le Comité approuve le rapport de réunion (CJ-AV(2022)15).

ANNEXE I

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux
3. Tour de table du CJ-AV
4. Déclaration du Président et du Secrétariat
5. Projet d'instrument juridique visant à renforcer la protection de la profession d'avocat et le droit d'exercer la profession sans préjudice ni restriction : portée et questions devant être traitées par le projet d'instrument (livrable du CJ-AV)
6. Mécanismes de mise en œuvre : options et leçons tirées de l'expérience d'autres organes du Conseil de l'Europe
7. Exemples de la pratique concernant les engagements facultatifs au titre des conventions du Conseil de l'Europe
8. Échange de vues annuel afin d'évaluer les activités du CJ-AV
9. Informations sur les activités en cours et prévues dans d'autres enceintes étant pertinentes pour les travaux du CJ-AV
10. Divers
11. Date et lieu de la prochaine réunion
12. Approbation du rapport de réunion

**ANNEX II
LISTE DE PARTICIPANTS**

MEMBERS / MEMBRES

| | |
|----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| AUSTRIA / AUTRICHE | Dr Marcella PRUNBAUER GLASER Lawyer Österreichischer Rechtsanwaltskammertag / Austrian Bar |
| CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE | Mr/M. Ondřej RICHTER Senior Ministerial Counselor Legislative Department Ministry of Justice |
| DENMARK / DANEMARK | Mr/M. Nicolai PII Legal director, Attorney The Danish Bar and Law Society |
| FRANCE | Mr/M. Gilles ACCOMANDO Directeur de l'Ecole de Formation des Barreaux (EFB) du ressort de la cour d'appel de Paris |
| GERMANY / ALLEMAGNE | Mr/M. Christoph HENRICHS (Chair / Président) Head of Section "International Law, Law of International Organisations" Federal Ministry of Justice |
| IRELAND / IRLANDE | Ms/Mme Claire LOFTUS Solicitor |
| LITHUANIA / LITUANIE | Ms/Mme Vaida RUDENAITE Senior adviser Legal Services Policy Group Ministry of Justice |
| LUXEMBOURG | Ms/Mme Valérie DUPONG Avocate Etude Dupong, Krieps, Du Bois & Dias Videira |
| NETHERLANDS / PAYS-BAS | Mr/M. Jacques WIJNEN Senior Policy Advisor Judicial System Department Ministry of Justice and Security |
| PORTUGAL | Mr/M. Joao PERRY DA CAMARA Partner / Lawyer / Arbitrator Law Firm - Rogério Alves & Associados - Sociedade de Advogados, R.L |
| SPAIN / ESPAGNE | Mr/M. Alfredo IRUJO ANDUEZA Lawyer, Law office in Pamplona Professor of Master in Law, Public University of Navarre Chair of Council of Navarre |
| SWITZERLAND / SUISSE | Ms/Mme Simone FÜZESSÉRY Avocate Département fédéral de justice et police DFJP Office fédéral de la justice OFJ Domaine de direction Droit public Unité Projets législatifs II |
| TÜRKIYE | Mr/M. Halid Haki BARUT Head of Department General Directorate for Civil Affairs Ministry of Justice |
| UKRAINE | Mr/M. Valentyn GVOZDIY (Vice-Chair / Vice-Président) Vice-president of the Ukrainian National Bar Association Managing partner / International Law Firm GOLAW |
| UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI | Mr/M. Tony FISHER Partner Fisher Jones Greenwood LLP – Solicitors |

MEMBER STATES / ETATS MEMBRES

| | |
|-------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN | Mr/M. Allahveran ORUJLU Member of Azerbaijan Bar Association |
| BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE ET HERZEGOVINE | Ms/Mme Slavica LJUBISIC Attorney at law Bar association of Republic of Srpska/ Bosnia and Herzegovina |

OBSERVERS / OBSERVATEURS

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| AVOCATS SANS FRONTIÈRES FRANCE | Mr/M. Ivan PANEFF Membre du conseil d'administration de l'association |
| COUNCIL OF BARS AND LAW SOCIETIES OF EUROPE / CONSEIL DES BARREAUX EUROPEENS (CCBE) | Mr/M. Laurent PETTITI Avocat au Barreau de Paris Président de la Délégation des Barreaux de France à Bruxelles Président du Groupe de travail « Convention européenne » du CCBE |
| EUROPEAN ASSOCIATION OF LAWYERS (EAL) / ASSOCIATION EUROPÉENNE DES AVOCATS (AEA) | Ms/Mme Maria ŚLAZAK Attorney of Law President of the European Association of Lawyers |
| EUROPEAN BARS FEDERATION / FEDERATION DES BARREAUX D'EUROPE (FBE) | Ms/Mme Dominique ATTIAS Avocate Présidente du Conseil d'Administration de la Fondation des Avocats Européens Ancienne Présidente de la Fédération des Barreaux d'Europe Ancienne Vice-Bâtonnière de l'Ordre des Avocats à la Cour d'Appel de Paris |
| EUROPEAN CRIMINAL BAR ASSOCIATION (ECBA) | Mr/M. Vincent ASSELINEAU Chair of ECBA |
| INTERNATIONAL COMMISSION OF JURISTS (ICJ) / COMMISSION INTERNATIONALE DE JURISTES (CIJ) | Ms/Mme Roisin PILLAY Director of the ICJ Europe and Central Asia Programme |
| INTERNATIONAL ASSOCIATION OF LAWYERS / UNION INTERNATIONALE DES AVOCATS (UIA) | Mr/M. Georges-Albert DAL Président du Comité de réflexion de l'UIA sur les règles professionnelles |
| "LAWYERS FOR LAWYERS" FOUNDATION / | Ms/Mme Judith LICHTENBERG Board member |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|
| <i>FONDATION « LAWYERS FOR LAWYERS »</i> | |
| INTERNATIONAL OBSERVATORY OF ENDANGERED LAWYERS / OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DES AVOCATS EN DANGER (OIAD) | Ms/Mme Laurence ROQUES |

PARTICIPANTS / PARTICIPANTS

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|
| EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS / COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME | Mr/M. Adrien RAIF-MEYER Senior Lawyer |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|

ONLINE SPEAKERS / INTERVENANTS EN LIGNE

| | |
|-------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| INTERNATIONAL LAW IN ADVOCACY (ILIA) NETWORK | Dr Liudmila ULYASHYNA Associate professor of the Academic Department of the Social Science Head of the Centre for Constitutionalism and Human Rights (CCHR), EHU Ms/Mme Lela METREVELI Head of the ILIA partnership Director of Human Rights Embassy Associate member of the CCHR/EHU |
|-------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

COUNCIL OF EUROPE EXPERT / EXPERT DU CONSEIL DE L'EUROPE

| | |
|--------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|
| CONSULTANT OF THE CJ-AV / CONSULTANT DU CJ-AV | Mr/M. Jeremy McBRIDE Barrister Monckton Chambers United Kingdom |
|--------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|

SECRETARIAT / SECRETARIAT

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|
| DIRECTORATE OF LEGAL ADVICE AND PUBLIC INTERNATIONAL LAW / DIRECTION DU CONSEIL JURIDIQUE ET DU DROIT INTERNATIONAL PUBLIC (DLAPIL) | Ms/Mme Anna GOMEZ Head of Division / <i>Cheffe de Division</i> |
| PUBLIC INTERNATIONAL LAW DIVISION AND TREATY OFFICE / DIVISION DU DROIT INTERNATIONAL PUBLIC ET BUREAU DES TRAITES | |

DGI - DIRECTORATE GENERAL HUMAN RIGHTS AND RULE OF LAW / DIRECTION GÉNÉRALE DROITS DE L'HOMME ET ÉTAT DE DROIT

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>HUMAN RIGHTS, JUSTICE AND LEGAL CO-OPERATION STANDARD SETTING ACTIVITIES DEPARTMENT / SERVICE DES ACTIVITÉS NORMATIVES EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME, JUSTICE ET COOPÉRATION JURIDIQUE</p> <p>LEGAL CO-OPERATION DIVISION / DIVISION DE LA COOPÉRATION JURIDIQUE</p> | <p>Ms/Mme Livia STOICA BECHT Head of Division / <i>Cheffe de la Division</i> Secretary to the CDCJ / <i>Secrétaire du CDCJ</i> Tel: +33 3 90 21 42 60 E-mail: livia.stoica@coe.int</p> |
| | <p>Ms/Mme Sophio GELASHVILI Head of Legal Co-operation Unit / <i>Cheffe de l'Unité de coopération juridique</i> Co-Secretary to CDCJ / <i>Co-secrétaire du CDCJ</i> Secretary to CJ-AV / <i>Secrétaire du CJ-AV</i> Tel: +33 3 88 41 31 80 E-mail: sophio.gelashvili@coe.int</p> |
| | <p>Mr/M. Elshan ORUJOV Program adviser / <i>Conseiller de programme</i> Tel : +33 3 90 21 57 81 Email : elshan.orujov@coe.int</p> |
| | <p>Ms/Mme Emilija DEOLSKA Assistant / <i>Assistante</i> Tel: +33 3 90 21 43 47 E-mail: emilija.deolska@coe.int</p> |
| <p>ACTION AGAINST ECONOMIC CRIME / LUTTE CONTRE LA CRIMINALITE ECONOMIQUE</p> <p>GROUP OF STATES AGAINST CORRUPTION / GROUPE D'ETATS CONTRE LA CORRUPTION (GRECO)</p> | <p>Mr/M. Janson BJORN Deputy Executive Secretary / <i>Secrétaire exécutif adjoint</i></p> |
| <p>EUROPEAN COMMITTEE OF SOCIAL RIGHTS / COMITE EUROPEEN DES DROITS SOCIAUX</p> | <p>Mr/M. Henrik KRISTENSEN Deputy Executive Secretary of the European Committee of Social Rights / <i>Secrétaire exécutif adjoint du Comité européen des Droits sociaux</i></p> |

INTERPRETERS / INTERPRETES

| | |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>INTERPRETERS / INTERPRETES</p> | <p>Mr/M. Jean-Jacques PEDUSSAUD Ms/Mme Elisabetta BASSU-RIGHI Ms/Mme Lucie DEBURLET-SUTER</p> |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|